



*Indicateur
du Coût de
Reentrée*

DOSSIER DE PRESSE
ÉDITION 2021



FNESI

**Fédération Nationale
des Etudiant.e.s en Soins Infirmiers**



AVANT PROPOS

PRÉSENTATION DE LA FNESI

PRÉSENTATION DE L'INDICATEUR DU COÛT DE LA RENTRÉE DES ÉTUDIANT·E·S EN SOINS INFIRMIERS

FOCUS ET REVENDICATIONS DE LA FNESI

- Les frais complémentaires, malgré leur interdiction, ils perdurent toujours dans les établissements de formation
- L'achat obligatoire de tenues professionnelles, une charge financière considérable pour l'étudiant·e malgré les instructions des ministères
- Les frais de transport pour aller en stage, une charge importante pour des étudiant·e·s précaires

ANALYSES APPROFONDIES DES VARIATIONS

- Septembre 2021 : un indicateur du coût de la rentrée en légère baisse mais qui reste trop élevé pour les étudiant·e·s en soins infirmiers
- Une consultation médicale obligatoire, des frais inégaux selon les praticien·ne·s
- Une égalité d'accès aux services dans les campus délocalisés
- Des frais supplémentaires hors des campus universitaires
- Les Bourses des Formations Sanitaires et Sociales, une source d'iniquité entre les étudiant·e·s

CONCLUSION

CONTACTS

ANNEXE 1 : Méthodologie détaillée poste par poste

ANNEXE 2 : Bibliographie



AVANT PROPOS

Selon l'enquête de la DREES en 2016, les Étudiant·e·s en Soins Infirmiers (ESI) sont issu·e·s de classes socio-professionnelles moins élevées que les autres étudiant·e·s de l'enseignement supérieur. En effet, il·elle·s sont *«deux fois moins nombreux à avoir des parents cadres ou de professions intellectuelles supérieures»* et la moitié d'entre eux·elles nécessitent un soutien financier tout au long de leurs études.

La situation des étudiant·e·s en IFSI (Institut de Formation en Soins Infirmiers) est mise en avant depuis maintenant plusieurs mois avec la crise sanitaire de la Covid-19. De nombreuses enquêtes réalisées par la FNESI ont permis de démontrer la situation de précarité des étudiant·e·s, tant d'un point de vue matériel, que social ou encore psychique.

En effet, l'enquête réalisée en 2017 révèle que 76,5% des ESI doivent trouver un emploi étudiant en parallèle de leurs études et que 51,6% d'entre eux·elles considèrent que celui-ci a des répercussions négatives sur leurs études, contraignant plus d'un·e étudiant·e sur quatre à interrompre sa formation par manque de moyens et de temps. De plus, 48% des étudiant·e·s estiment avoir une mauvaise santé financière.

Par ailleurs, la crise de la COVID-19 a exacerbé la précarisation des étudiant·e·s. En effet avec la mobilisation des étudiant·e·s sous forme de bénévolat de nombreux·ses ESI n'ont pu travailler à côté et se sont retrouvé·e·s en difficulté financière.

La crise économique actuelle et les mesures sanitaires entraînent inévitablement une forte diminution du nombre de postes proposés durant la période estivale où 72% des étudiant·e·s travaillent, renforçant ainsi le manque d'apport financier chez les étudiant·e·s. Au-delà de la réduction des postes, les étudiant·e·s, utilisé·e·s depuis maintenant un an et demi, ont besoin de cette période estivale pour se reposer et se ressourcer après des mois émotionnellement et physiquement fatigants.

A l'heure où les métiers liés aux sciences infirmières sont plébiscités et mis en avant par le gouvernement pour trouver de nouvelles personnes à s'engager dans ces métiers, il est temps de reconnaître les étudiant·e·s en soins infirmiers à leur juste valeur. Nous demandons à avoir des conditions de vie et d'études descentes afin de pouvoir apprendre à soigner les patient·e·s de demain.

#JeSoigneraidemain

**Bleuenn LAOT,
Présidente de la FNESI**



PRÉSENTATION DE LA FNESI

La FNESI est une association de loi 1901 qui agit indépendamment de tout parti politique, de toute confession religieuse et de tout syndicat. Elle a été créée en octobre 2000 pour répondre au manque de représentation des Étudiant.e-s en Soins Infirmiers dans le cadre de leur formation.

Les membres fondateurs de la FNESI ont coordonné les différents mouvements régionaux existants et ont permis le rassemblement de plus de 14 000 étudiant.e-s dans les rues de Paris, le 23 octobre 2000. Cette manifestation a permis l'ouverture de négociations avec le Ministère de l'Emploi et des Solidarités. Ceci aboutissant, par la suite, à la signature d'un protocole d'accord **visant à mieux reconnaître le statut de l'étudiant.e en soins infirmiers mais permettant également d'améliorer sa formation, ses conditions de vie et d'études.**

Depuis, la FNESI est reconnue comme seule structure représentative des 96 000 étudiant.e-s en soins infirmiers en France. À ce titre, elle **défend les intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels des étudiant.e-s en soins infirmiers, et exprime leurs positions sur tous sujets les concernant.**

Les étudiant.e-s en soins infirmiers sont, aujourd'hui, réparti.e-s dans près de 330 Instituts de Formation en Soins Infirmiers sur le territoire français. Notre structure les représente auprès des **Ministères de tutelle de la formation** (Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation et Ministère des Solidarités et de la Santé) mais également auprès de tous les **partenaires et institutionnels** impliqués dans celle-ci, notamment les **collectivités territoriales.**

La FNESI porte une réflexion continue sur la nature et l'**organisation de la formation** en soins infirmiers, sur la **profession d'infirmier.e** et plus largement sur les **problématiques de santé.** C'est par celle-ci qu'elle a toujours su être force de propositions et porter une vision d'avenir sur la société.



PRÉSENTATION DE L'INDICATEUR DU COÛT DE LA RENTRÉE DES ÉTUDIANT·E·S EN SOINS INFIRMIERS

L'Indicateur du Coût de la Rentrée reflète le montant moyen de dépenses pour un·e étudiant·e de 20 ans, primo-entrant·e en licence en IFSI public, sans double inscription, non boursier·e et décohabitante·e.

Il est calculé en faisant la somme des frais répartis en deux catégories comportant chacune plusieurs postes de dépenses :

- **Les frais de la vie courante** : récurrents au cours des différents mois de l'année (loyer et charges locatives, alimentation, loisirs, transports, téléphonie et internet, vêtements et produits d'hygiène et d'entretien).
- **Les frais spécifiques à la rentrée universitaire** : propres au premier mois de l'année universitaire (droits d'inscription et frais annexes propres à la formation en soins infirmiers, Contribution de Vie Étudiante et Campus (CVEC), frais d'agence immobilière, souscription à une assurance logement, à une complémentaire santé, la visite médicale obligatoire en lien avec la discipline réalisée et le matériel pédagogique spécifique).

L'Indicateur du Coût de la Rentrée 2021 pour un·e étudiant·e en soins infirmiers s'élève à **2508,22€**, soit **221,36€** de plus qu'un·e étudiant·e de l'enseignement supérieur.





L'indicateur du coût de la rentrée de la FNESI est basé sur celui de la Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE) et est ajusté selon les **spécificités** de la **formation** en soins infirmiers. Les postes de dépenses non spécifiques à notre formation ne sont pas développés ici et se trouvent dans l'Indicateur du Coût de la Rentrée de la FAGE.

L'indicateur global du coût de la rentrée en IFSI est obtenu en faisant la somme des **frais de la vie courante** et des **frais spécifiques** calculés pour le mois de septembre.

| Poste de dépense | 2020* | 2021** | Variation |
|-----------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Indicateur de la FAGE | 2361,00€ | 2392,47€ | + 1,33% |
| Tenues | 76,00€ | 80,65€ | + 6,12% |
| Frais Pédagogiques | 110,12€ | 48,00€ | - 56,41% |
| Chaussures | 51,36€ | 49,95€ | - 2,75% |
| Livres | 107,00€ | 107,00€ | n/a |
| Consultation Médicale | 34,93€ | 39,93€ | n/a |
| TOTAL | 2518,99€ | 2508,22€ | - 0,43% |

* Chiffres basés sur le recensement auprès de 120 IFSI

** Chiffres basés sur le recensement auprès de 236 IFSI

*** Moyenne des frais obligatoires demandés par l'IFSI lors de l'entrée en formation, qu'il s'agisse de frais d'inscription supplémentaires ou de matériel hors tenues et chaussures

Comme lors de chaque rentrée universitaire, la FNESI présente son Indicateur du Coût de la Rentrée pour les Étudiant.e.s en Soins Infirmiers. Pour la rentrée 2021 il s'élève à **2508,22€**. Une nouvelle fois encore, celui-ci est **supérieur** au coût d'entrée dans les études supérieures d'un.e étudiant.e universitaire. Les frais spécifiques à la formation représentent à eux seuls **320,53€**.

Cette différence est notamment dû à l'obstination de certains instituts de formation à réclamer des **frais complémentaires illégaux** lors de l'inscription en IFSI. Malgré les **nombreuses mises en garde** de la FNESI, ces frais perdurent et ne cessent d'**accroître** la **précarité** chez les étudiant.e.s en soins infirmiers.



Les frais complémentaires, malgré leur interdiction, ils perdurent toujours dans les établissements de formation

Les **frais d'inscription illégaux** représentent l'ensemble des frais demandés par l'IFSI lors de l'inscription en sus de la CVEC et des frais d'inscription universitaires d'un montant de respectivement 92€ et 170€. Ils sont parfois **réclamés sans justification** et d'autres fois **faussement légitimés** par des motifs divers **irrecevables** comme par exemple, le Wi-Fi, les espaces numériques de travail, les photocopies ou encore la carte de self. Ces coûts ne sont, pour la plupart, pas clairement annoncés sur la plateforme d'inscription Parcoursup puisque la totalité des IFSI n'ont pas mis à jour leur fiche de présentation. Ainsi, ce n'est qu'une fois admis-e que l'étudiant-e surpris-e se voit contraint-e de régler ces frais complémentaires hors du cadre juridique en vigueur.

Pour rappel, le **23 janvier 2020**, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et le Ministère des Solidarités et de la Santé (MSS) ont reconnu le **caractère illégal** de **ces frais** imposés aux étudiant-e-s par la **parution** d'un **arrêté** au Journal Officiel de la République Française.

Bien que la plupart des **établissements publics** aient fini par mettre fin à ces frais, certains **continuent** de les **appliquer**. Chaque année, la FNESI établit un **recensement** précis des frais dans l'**ensemble** des **établissement** de formation et fait **remonter** de manière **systematique** les **irrégularités** aux **Ministères** de tutelle. Il n'est pas normal que la FNESI doive surveiller des établissement et les rappeler à l'ordre.

La FNESI demande donc que des **mesures** soient **prises** afin de garantir une **application** totale de l'arrêté du 31 Juillet 2009 vis à vis de ces **frais complémentaires illégaux**. Et que dans le cas d'un **non respect avéré**, des **sanctions** soient prises afin de faire **respecter la loi**.



L'achat obligatoire de tenues professionnelles, une charge financière considérable pour l'étudiant·e·s malgré les instructions des Ministères

La même problématique se pose quant à la **fourniture** et à l'**entretien** des **tenues professionnelles**. Malgré la parution de l'**instruction** n°DGOS/RH1/2020/155 datant du **9 septembre 2020** ces **frais demeurent** dans de nombreux **établissements** de formation, encore **obligatoire**.

Le **coût** moyen d'**achat** d'un lot de quatre tenues pour un·e étudiant·e en soins infirmiers est de **80,65€**. Cet achat **obligatoire** représente un **coût supplémentaire** non négligeable pour les étudiant·e·s. C'est un équipement **indispensable**, tant pour se **protéger** soit, que pour les **patient·e·s**. Cependant, malgré la parution d'une instruction exigeant la mise à disposition et l'entretien des tenues professionnelles, il est constaté que la **situation** reste **inchangée**.

Les étudiant·e·s sont le plus souvent **exclu·e·s** des **dispositifs** d'entretien et de gestion du linge utilisé par les professionnel·le·s de santé. Les étudiant·e·s doivent donc **acheter** et **entretenir** les **tenues souillées** chez eux·elles **favorisant** ainsi l'**apport de germes** du domicile de l'étudiant·e à la chambre du·de la patient·e et inversement.

L'**entretien** des tenues professionnelles en dehors des établissements de santé met tant les **proches** des étudiant·e·s que l'ensemble de la **population** française en **danger**. Comme la **crise sanitaire** a pu nous l'apprendre, le respect des **mesures d'hygiène** est la clé contre la **propagation** de **maladies**. Malheureusement, peu d'étudiant·e·s ont les **moyens** d'avoir une **machine à laver** et se retrouvent donc **contraint·e·s** d'entretenir leurs tenues dans des **lavomatics** utilisés par le **grand public**.

En conclusion, l'**achat** et l'**entretien** des tenues professionnelles par l'étudiant·e représente un **risque sanitaire** non négligeable pour la **population**. Outre le fait que ce soit un enjeu de santé publique **alarmant**, cela correspond pour les ESI à près de **12,78%** des **2518,99€** de **dépenses** inhérentes aux spécificités de la formation.

La FNESI demande donc la mise en place d'un **cadre réglementaire strict** ainsi que des **sanctions** vis-à-vis des établissements ne respectant pas la **législation**.



Les frais de transports pour aller en stage, une charge importante pour des étudiant·e·s précaires

Tout au long de la formation, les étudiant·e·s en soins infirmiers réalisent des stages, cela représente près de **2100 heures**, soit **50%** de notre formation. Ces derniers sont répartis sur le territoire environnant l'établissement de formation.

Dans la majorité des cas, la **répartition** se fait **sans prendre en compte** le **domicile** ou les **moyens de transports** de l'étudiant·e. Ce faisant, certain·e·s doivent réaliser des **trajets** allant jusqu'à **200 km par jour**.

S'ajoute à cela que les étudiant·e·s **ne possèdent pas** tou·te·s de **moyens de transport** personnels, ou encore la possibilité d'**avancer** les **frais de transport** parfois **très élevés**.

Ces frais contraignent certain·e·s étudiant·e·s **précaires** à devoir **choisir** entre aller en **stage** ou manger à leur **faim**.

Or, dans l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'état infirmier, il est mentionné que : "**Les frais de transport des étudiants en soins infirmiers, pour se rendre sur les lieux de stage, sont pris en charge**", il est également mentionné que, "**Le remboursement des frais de déplacement et le versement des indemnités de stage sont effectués à l'issue de chaque mois de stage, et au plus tard le mois suivant la fin du stage**". Malheureusement, il existe aujourd'hui bien trop d'établissements qui **ne versent pas** les **indemnités** de stage en temps et en heure. Le versement se fait dans la **majorité** des **cas** entre **2** et **8 mois** après la fin du stage.

La FNESI demande donc que l'**arrêté** du 31 juillet 2009 soit **respecté** par les **établissements** de formation afin de **lutter** contre la **précarité grandissante** des étudiant·e·s. Nous demandons également que lors de la **répartition** des lieux de stage, le **dossier** de l'étudiant·e soit **pris en compte** afin d'éviter un trop grand éloignement.



ANALYSE APPROFONDIES DES VARIATIONS

- Septembre 2021 : un indicateur du coût de la rentrée en légère baisse mais qui reste trop élevé pour les étudiant·e·s en soins infirmiers

L'Indicateur du Coût de la Rentrée 2021 pour un·e étudiant·e de 20 ans en licence de soins infirmiers, non boursier·e et décohabitant équivaut à **2508,22€**. Une légère baisse de **0,43%** par rapport à la rentrée 2020 qui s'explique par la **disparition progressive des frais complémentaires illégaux** pour la rentrée 2021.

A contrario, de **nombreux frais augmentent** tels que les **consommables**, les frais de **loisirs**, de **transport** et ceux liés aux frais d'**habitation** et impactent directement la vie des étudiant·e·s.

Pour ce qui est des **frais complémentaires**, ils diminuent de **15,52%** pour la rentrée 2021, cela fait suite à la parution, et à l'application, de l'arrêté du 23 juillet 2020. Ces frais **diminuent** mais **continuent de perdurer** dans certains établissements.

Pour les **frais en hausse**, les raisons sont multifactorielles, entre l'**inflation** et l'impact de la **crise sanitaire** sur l'**économie**, de nombreux frais se voit augmenter.

Les **augmentations** les plus notables sont les frais de **téléphonie** et **internet** ainsi que les frais de **loisirs**. Ces derniers s'ajoutent à la longue liste de frais qui jouent un **rôle majeur** dans la **dégradation** de la **santé mentale** des étudiant·e·s.

En effet, la **téléphonie** et **internet** étant devenu des **outils de travail** en particulier avec la crise sanitaire, il est difficile de s'en passer. Les étudiant·e·s vont donc devoir **prioriser** entre les **frais** qui sont **obligatoires** pour **étudier** et ceux qui peuvent être réduits tels que les frais d'**alimentation**.

S'ajoute aussi la **hausse** des prix des **loisirs**, alors que ces mêmes étudiant·e·s ont été **isolé·e·s** pendant plus d'un an et demi dans des **conditions** souvent **difficiles**. Les seuls **moyens d'échapper** à ces **difficultés** deviennent un **luxé** que les étudiant·e·s ne peuvent se permettre.

De plus, pour un-e étudiant-e en soins infirmiers, l'accès à des **aides d'urgences** ou à des **assistantes sociales** est **limité**. Ceci s'explique par leur **exclusion** du **milieu universitaire** qui est encore à **déplorer**. Il est aujourd'hui **vital d'agir** en construisant un **lien** fort entre les étudiant-e-s et leur université de rattachement ainsi que des **conventionnements**. Il est également nécessaire de rapprocher les établissements des campus quand cela est possible. Il est temps de tendre la main aux étudiant-e-s et leur permettre de **s'épanouir** dans la **formation** tout en leur donnant une **équité d'accès** aux différents services. Car comme le disait Mme Frédérique Vidal en 2018 :

"Les étudiants en IFSI sont des étudiants comme les autres".

ANALYSE APPROFONDIES DES VARIATIONS

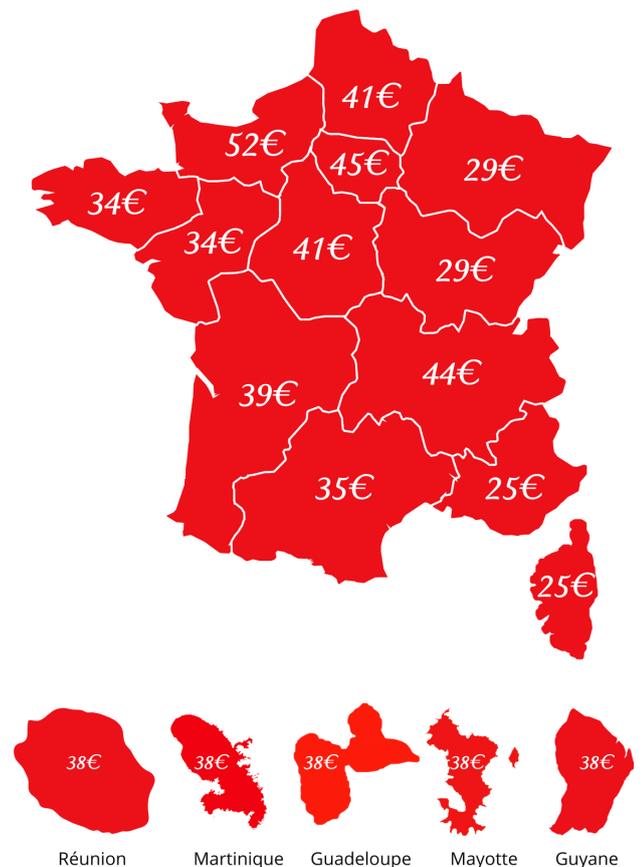
- Une consultation médicale obligatoire, des frais inégaux selon les praticien-ne-s

En raison de l'article 54 de l'arrêté du 21 Avril 2007, tout futur étudiant-e en soins infirmiers doit **justifier** de son **aptitude physique** et **psychologique** à l'**entrée** en **formation** en passant par un **médecin agréé** par l'ARS.

Cette consultation n'a **pas** de **tarification légale** auprès de la **Caisse d'Assurance Maladie** et n'est donc **pas remboursée** par cette dernière.

Ce faisant, de nombreuses **disparités** existent sur le **montant de consultation**. D'après notre **recensement** effectué en Métropole et en Outre-Mer auprès de médecins agréés par les ARS la **moyenne** est de **34,93€**. Avec un **écart important** d'un médecin à un autre ou d'une **région** à une autre. Le tarif peut **varier** de **20€** à **80€** suivant le-la praticien-ne-s sans compter que sur des villes telles que **Rennes** ou **Strasbourg**, la **médecine préventive universitaire** se charge, à titre **gratuit**, de **réaliser** la **consultation** d'aptitude.

Afin d'**éviter** des **surcoûts** aux étudiant-e-s, il serait intéressant que les **Services de Santé Universitaire** (SSU) puissent se **saisir** pleinement de cette **visite médicale** comme cela a pu se faire à Rennes ou à Strasbourg.





ANALYSE APPROFONDIES DES VARIATIONS

- Une iniquité d'accès aux services dans les campus délocalisés

L'**intégration universitaire** des étudiant·e·s en soins infirmiers est un **processus** qui peine aujourd'hui encore à se **mettre en place**. De nombreuses **disparités** existent entre les étudiant·e·s présent·e·s sur un **campus universitaire central** et ceux dans un **IFSI délocalisé**. L'accès à des logements et à des restaurants universitaires du Crous, les Services de Santé Universitaire, les Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives, les bibliothèques Universitaires, ce sont tous des **services** qui ne sont **pas toujours accessibles** aux étudiant·e·s.

Le premier poste de dépense est celui induit par les **livres**, en effet un·e étudiant·e universitaire a accès à une **bibliothèque** ou à un centre de documentation afin d'emprunter les livres dont il a besoin pour ses études. Un étudiant dans un établissement délocalisé n'a pas toujours cette possibilité et se voit **forcé d'acheter** des **livres**. Nous avons pu chiffrer cette dépense à **107€** en se basant sur le prix des 3 principaux ouvrages recommandés pour la formation et leurs prix.

De la même manière, les étudiant·e·s présent·e·s sur des **sites délocalisés** ne bénéficient que **marginale**ment de la **restauration** au **tarif social**. Nous avons pris la décision dans notre indicateur de ne prendre en compte que **20 repas à tarif social** mais il faut garder en tête que tous les étudiant·e·s n'ont pas cette **possibilité** et que les **conventionnements** sont **rare**s.

Pour finir, il serait pertinent de mettre en place des **conventionnements** entre les **hôpitaux** et les **CROUS** afin d'apporter des **services** aux étudiant·e·s sur des **sites délocalisés**, comme la possibilité d'avoir des **tarifs préférentiels** au sein des sites de **restauration** déjà existants. La mise en place systématique de Centres de Documentations d'Information ainsi que des lieux de développement culturel et sportif afin de permettre aux étudiant·e·s de s'épanouir et **bénéficier** des mêmes **ressources** qu'un·e étudiant·e intégré à l'**université**. Ceci permettrait une **réduction** des **inégalités d'apprentissages** et une meilleure qualité d'études pour les étudiant·e·s en soins infirmiers.



ANALYSE APPROFONDIES DES VARIATIONS

- Les Bourses des Formations Sanitaires et Sociales, une source d'iniquité entre les étudiant.e.s

Afin de lutter contre la **précarité** des étudiant.e.s en soins infirmiers il existe un système des **bourses** sur **critères sociaux** commun à l'ensemble des formations sanitaires et sociales. Cette bourse, bien que similaire à celle versée par les CROUS pour les étudiant.e.s de l'Enseignement Supérieur comporte malgré tout des **disparités**.

En effet, dans l'**enseignement supérieur**, l'ensemble des **frais** d'inscriptions sont directement **exonérés** pour les étudiant.e.s **bénéficiant** du **statut** d'étudiant.e **boursier.e**. Ils-elles n'ont donc pas besoin d'effectuer des **avances** de **frais**, notamment grâce à la **délivrance** d'une **notification** de **bourse** dans des délais raisonnables, c'est-à-dire **avant** le **paiement** de la **CVEC** et des **Frais d'inscription** universitaire.

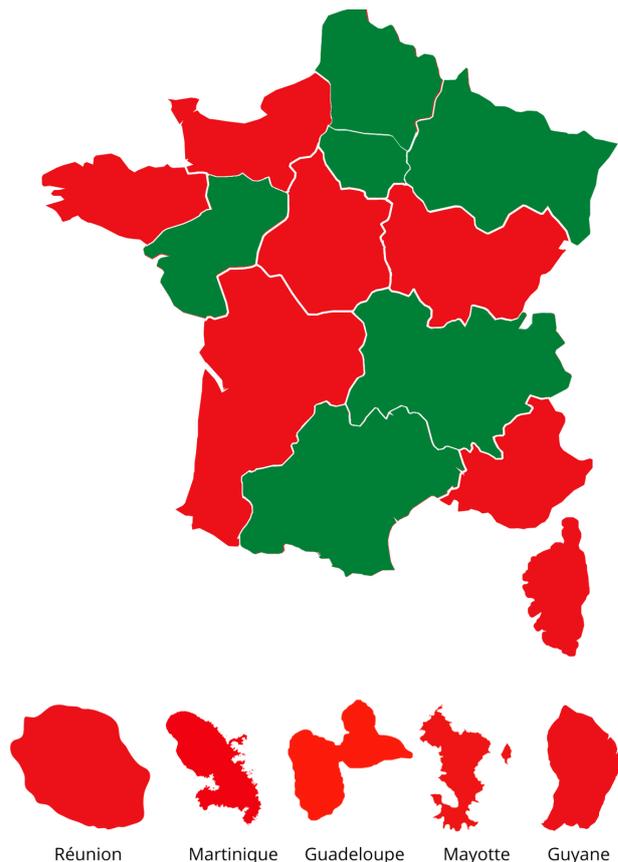
Plusieurs **régions** ont **délivré** cette **notification** mais encore de nombreux étudiant.e.s en soins infirmiers **boursier.ère.s** doivent **avancer** l'ensemble des **frais d'inscription**, soit **262€** car le système d'**exonération** avec les régions n'est pas réalisé ou comporte de **nombreuses difficultés** d'application.

Cette **problématique** est **couplée** à des **retards** importants dans le **versement** des **premières mensualités** de la bourse qui n'arrivent parfois pas avant le mois de Décembre. A cause de cela, de nombreux.ses étudiant.e.s infirmiers se retrouvent dans une **grande précarité** car ils n'ont parfois pas d'autres revenus que la bourse. Cette situation **inacceptable** les poussent à devoir faire des **choix difficiles** comme devoir choisir entre un **repas** et un **abonnement** de **bus**. Encore plus consternant, alors que de nombreuses **aides** existent pour les autres étudiant.e.s, on constate une **inéligibilité d'accès** à certaines **aides sociales** tel que l'Aide Spécifique Annuelle (ASAA) délivrée par les CROUS.

La FNEI demande **un transfert de la gestion des bourses des formations sanitaires et sociales des Régions vers les Crous**. Ce transfert permettrait de faire du Crous le **guichet unique** des aides sociales étudiantes, de **systematiser** l'**exonération** de la CVEC et des frais d'inscription pour les étudiant·e·s **boursier·e·s** ainsi que d'assurer un **versement** des bourses à **date fixe** le cinquième jour du mois.

Les régions représentée en vert sont celles qui ont mis en place la délivrance de notification de bourses en amont pour les étudiant·e·s des Formation Sanitaires et Sociales.

Il s'agit des régions Haut-De-France, Île-De-France, Grand Est, Pays De La Loire, Auvergne Rhône Alpes et Occitanie.





CONCLUSION

Depuis le début de la **pandémie** de Covid-19, la situation des étudiant-e-s, leur **souffrance** et leur **précarité** ont fait l'objet de nombreuses reprises dans la presse et d'un intérêt du monde politique. Cela a permis de mettre en **lumière** les différentes **problématiques** que rencontrent ces **jeunes** tout au long de leurs **études**. Cependant, ces problématiques ne sont pas **inhérentes** à la **crise** sanitaire, elles ont seulement été mises en **exergue**.

En 2021, plus de **10 ans après le début de l'intégration universitaire**, les étudiant-e-s en soins infirmiers sont encore loin d'être des "étudiants comme les autres" comme cité par Madame la Ministre. Cette année encore, le coût de la rentrée d'un-e en soins infirmiers est supérieur de **115,75€** à celui d'un-e étudiant-e de l'Université. La **pratique illégale** des IFSI publics à imposer des **frais complémentaires**, l'**inégalité** d'accès aux **services** des **CROUS** ou des **Universités**, les **retards** de **versement** des bourses régionales, ou encore les **indemnités** de **transport** et de **stage** versées **plusieurs mois** après la fin de ce dernier. Toutes ces problématiques du quotidien marginalisent les étudiant-e-s en soins infirmiers des autres étudiant-e-s de l'enseignement supérieur. Ces mêmes problématiques jouent un **rôle majeur** dans l'**attractivité** de la **formation**.

La formation en soins infirmiers est la **formation la plus demandée** sur **Parcoursup** depuis son entrée sur la plateforme. Cependant un **grand nombre** d'étudiant-e-s **ne finissent pas leurs études**, les causes d'**abandon** sont **multifactorielles** mais certaines reviennent couramment.

La **précarité** grandissante **induite** par la **formation** entre en ligne de compte, en effet les **frais complémentaires** qui perdurent dans certains établissements, les **problématiques** de **versement** d'indemnités, le **manque d'aides** et de **financement** de la formation. De même que l'**ouverture** de **nouveaux établissements éloignés** des **campus** universitaires.

Depuis 20 ans, la FNESI **alerte** les pouvoirs publics sur des **situations extrêmes** vécues par les étudiant-e-s, qui ne cessent d'**accroître** chaque année. Il en va du bien-être d'une population étudiante **représentant** plus de **50%** des étudiant-e-s en santé. Il est donc **impératif** que les pouvoirs publics **investissent** massivement dans l'**amélioration** de nos **conditions** de formation.



LES REVENDICATIONS DE LA FNESI

⇒ Que l'ensemble des **frais illégaux** soit **définitivement supprimé** et que des **sanctions** soient **posées** pour les **établissements** ne **respectant** pas la **législation** en septembre 2021 ;

⇒ Qu'un **cadre législatif** vienne **conforter** l'**instruction interministérielle** de septembre 2020 relatif aux **tenues professionnelles** afin que celles-ci soient **fournis** aux étudiant.e-s sur les **périodes** de **stages** et d'**apprentissage clinique** dès septembre 2021 ;

⇒ Que l'**expérimentation fructueuse** réalisée en **Normandie** sur le **transfert** de la **compétence** de **gestion** des **Bourses** des Formations Sanitaires et Sociales des **Régions** aux **CROUS** soit **élargie** à l'ensemble des **territoires** avant septembre 2022 ;

⇒ Que les **consultations médicales obligatoire** soient **réalisées** par la **Médecine** des **Services** de **Santé Universitaire** de manière **gratuite** à la rentrée 2022 ;

⇒ Que les **Universités** et les **CROUS** mettent en place des **conventionnements** pour permettre un **accès** à l'ensemble des **services étudiants** pour septembre 2022 ;

⇒ Que le processus d'**Intégration Universitaire** soit **finalisé** avec entre autre la **création** de **département** en **sciences infirmières** dans **toutes les université** pour septembre 2022 ;



BLEUENN LAOT

PRÉSIDENTE

PRESIDENCE@FNESI.ORG

06 40 81 65 09



THOMAS HOSTETTLER

ATTACHÉ PRESSE

PRESSE@FNESI.ORG

06 59 35 54 33



ANNEXE 1 : Méthodologie détaillée poste par poste

Mutuelles étudiante :

Les étudiants en santé ont accès à des **mutuelles spécifiques**, le choix s'est donc porté sur celui des **mutuelles spécialisées** et non sur des mutuelles étudiantes dites généralistes. Le prix retenu correspond à la **moyenne de quatre mutuelles** qui proposent un **forfait spécifique** aux étudiants en **santé**. Le forfait retenu est systématiquement celui proposant un **remboursement** a minima de **100% de la Base de Remboursement de la Sécurité Social**, avec la prise en charge du **forfait journalier hospitalier** avec l'**option 100% Santé** qui correspond a un **reste à charge à 0€** sur les dépenses dites "**essentiels**" dans les **domaines** du **dentaire**, de l'**optique** et de l'**auditif**.

Frais complémentaires :

Concernant les **frais spécifiques** à la formation, un recensement a été effectué auprès de **236** IFSI.

- Le montant des **frais de Tenues** correspond à la **moyenne** des frais **demandés** par les IFSI renseignant le prix d'achat des tenues avant la rentrée. La limite de ce chiffre réside dans l'absence de données fournies par de nombreux IFSI. De nombreux IFSI ne fournissent pas non plus d'indications quant à la fourniture ou à la nécessité d'achat des tenues professionnelles avant la rentrée.
- Les **frais pédagogiques** illégaux correspondent à la **moyenne pondérée** obtenue à partir des données trouvés dans les **dossiers d'inscription**, la limite se trouve ici dans la disparité des montants demandés, en effets les frais pédagogiques illégaux se chiffrent entre **5€** et **264€**, certains étudiants se retrouvent donc à avoir un coût de la rentrée majoré de plus de **200€** vis-à-vis de l'indicateur.



- Le prix des chaussures correspond à l'achat d'une paire de chaussures répondant à la norme EN ISO 20347 SRC qui est la norme en vigueur dans les recommandations pour le travail en milieu hospitalier. Bien que de nombreux étudiants n'achètent pas de chaussures respectant la norme, ces chaussures là ont été retenues, en effet il s'agit d'un EPI, ou Équipement de Protection Individuelle qui contribue à la sécurité en stage de l'étudiant.
- Les frais de livres correspondent à l'achat de 3 livres recommandés dans la formation en IFSI, bien que pas toujours obligatoires ces livres contribuent à l'apprentissage des étudiants. Le prix des livres étant fixé par l'éditeur en raison de la loi sur le prix unique du livre nous n'avons pas effectué de comparaison entre les revendeurs.

Consultation médicale d'aptitude :

Concernant la consultation médicale obligatoire par un médecin agréé ARS nous avons effectué une moyenne pondérée par région et Outre-Mer après avoir recueilli le prix de la consultation auprès de différents médecins agréés ARS.

ANNEXE 2 : Bibliographie

Indemnités de stage et de transport - Article 15 de l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au Diplôme d'état d'infirmier [En vigueur]

Tenues professionnelles - Instruction du 9 septembre 2020 n°DGOS/RH1/2020/155 relatif aux tenues professionnelles des étudiants paramédicaux [En vigueur]

Sitographie :

Polemil - <https://www.polemil.net/> [Consulté le 29/07/2021]

Parcoursup - <https://www.parcoursup.fr/index.php?desc=formations> [Consulté le 29/07/2021]

Oxypas - <https://www.oxypas.com/> [Consulté le 29/07/2021]

Equipepro - <https://www.equipepro.com/> [Consulté le 29/07/2021]

Schuzz - <https://www.schuzz.fr/> [Consulté le 29/07/2021]